

IUT SAINT DIE des VOSGES

Aménagement d'un espace de vie étudiante et associative à Saint Dié des Vosges.

11, Rue de L'univeristé SAINT DIE des VOSGES 88 100

MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE de Lorraine

34, Cours Léopold - 54 052 NANCY Cedex



CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CAHIER DES CLAUSES COMMUNES

AVANCEMENT

- ☐ Esquisse - Etude de faisabilité
- ☐ Avant-Projet
- ☐ Dossier de Permis de construire
- ☐ PRO
- ☐ DCE
- ☐ Dossier marché de travaux
- ☐ EXE

EPURE Ingénierie

BET Mandataire

290, Rue du Chauffour - 88 460 LA BAFTE
0756372038 earnould@epure-ingenierie.fr

Julien HAAS

MOE Exécution/Economiste

5, rue de la Boissellerie - 88000 EPINAL

0616934065 julienhaaseur@orange.fr

SOCOTEC

Bureau de contrôle

M. TELLIEZ Gilles

07 77 94 62 33 gilles.telliez@socotec.com.

Date de création : 28/10/2024

Rédacteur : Julien HAAS

Suivi des modifications

Indice : A Date :

Phase DCE

N/Réf affaire: PO128

IUT SAINT DIE des VOSGES

Aménagement d'un espace de vie étudiante et associative à Saint Dié des Vosges.

Affaire PO128

11, rue de l'Université - 88 100 SAINT DIE des VOSGES

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC**MAITRE D'OUVRAGE****UNIVERSITE de Lorraine**

34, Cours Léopold 54 052 NANCY Cedex

CC • CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**CHAPITRE 1-GÉNÉRALITÉS****1.0 Missions confiées à la Maîtrise d'Œuvre**

La maîtrise d'œuvre a une mission de BASE.

1.1 Objet du présent CCTC

Le présent CCTC a pour objet la description des généralités et du contexte de l'opération et traite de l'ensemble des travaux nécessaires à l'aménagement d'un espace de vie étudiante et associative à l'IUT de SAINT DIE des VOSGES - 11, Rue de l'Université - 88 100 SAINT DIE des VOSGES pour le compte de l'UNIVERSITÉ de Lorraine.

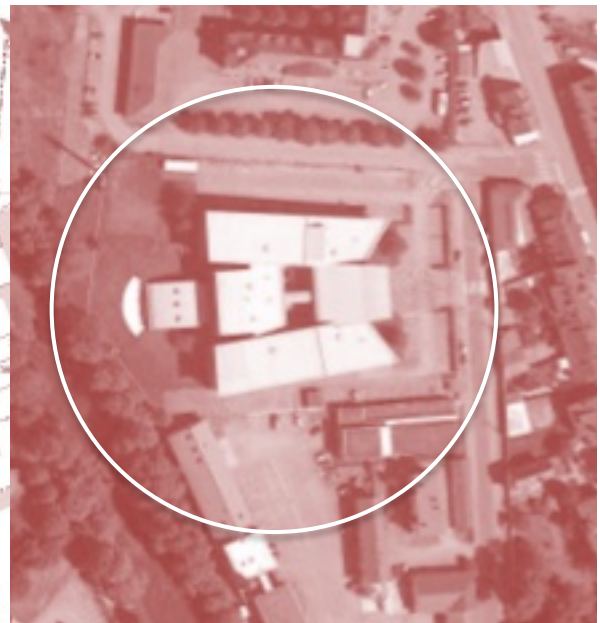
L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non-connaissance des travaux de l'opération. De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent devis, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

Le présent cahier des prescriptions communes (PCO) a pour objet de définir lesdites prescriptions ,communes aux lots suivants et en complément de leurs CCTP respectifs :

PREAMBULE**GÉNÉRALITÉS - SITUATION DU PROJET**

Les travaux objet de la présente étude sont situés au 11, Rue de l'Université - 88 100 SAINT DIE des VOSGES à l'IUT de SAINT DIE des VOSGES

- Parcelle cadastrée AE N°384



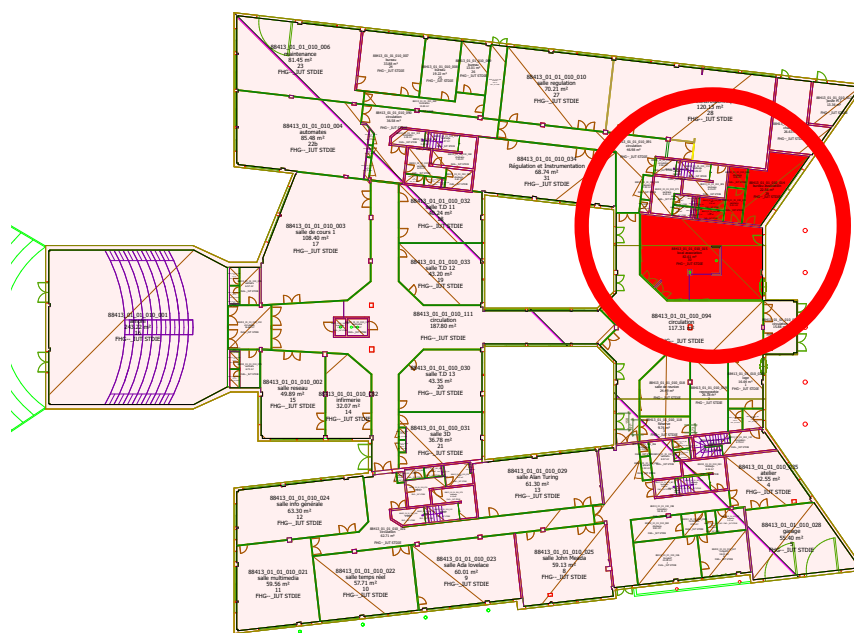
CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

EMPRISE TRAVAUX :

- L'emprise des travaux se situe au RDC de l'IUT et concerne l'ancien local association, le bureau association ainsi que les sanitaires rattachés dans le bâtiment principal.



Plan de l'existant

Le plan ci-dessous représente les locaux concernés par le présent projet.



PROGRAMME :

- Le projet L'objet consiste à aménager un espace de vie étudiante et associative pour les étudiants de l'IUT.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Ces travaux concernent plusieurs salles du rez-de-chaussée du bâtiment principal de l'IUT de SAINT-DIE et consistent à créer deux espaces de restauration et d'un espace vie.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT :

Etablissement Recevant du Public (ERP) de type R de 3ème catégorie pour un effectif de 380 personnes.

A noter, que les locaux concernés par les présents travaux au sein de l'établissement, seront classés en ERP **type L** (Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions et de spectacles).

1.2 Présentation du CCTP

Le cahier des clauses techniques particulières est décomposé en lots suivant détail ci-dessous :

- LOT OFFRE DE BASE

LOT N°01 : GROS-ŒUVRE - DEMOLITIONS

LOT N°02 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

LOT N°03 : PLATRERIE -CLOISONS - FAUX PLAFONDS

LOT N°04 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS - AGENCEMENT

LOT N°05 : REVETEMENTS DE SOLS ET MURS

LOT N°06 : CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE

LOT N°07 : PEINTURES - NETTOYAGE

- LOT AVEC PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)

LOT N°03 : PLATRERIE -CLOISONS - FAUX PLAFONDS

1.3 Intervenants

- Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE de Lorraine

34, Cours Léopold 54 052 NANCY Cedex

Interlocuteurs : M. Bontout Franck

mail : franck.bontout@univ-lorraine.fr

- BET Mandataire :

EPURE Ingénierie

290, Rue du Chauffour - 88 460 LA BAFTE

Interlocuteurs : M. ARNOULD Eric

mail : earnould@epure-ingenierie.fr

- Maîtrise d'œuvre Mandataire :

Julien HAAS - MOE

5, Rue de la Boissellerie - 88000 EPINAL

Interlocuteurs : M. HAAS Julien

mail : julienhaaseurl@orange.fr

- Bureau de Contrôle :

SOCOTEC

Interlocuteurs : M. TELLIEZ Gilles

mail : gilles.telliez@socotec.com.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

- Coordonnateur CSPS :
Sera désigné ultérieurement.

1.3 Généralités applicables à tous les lots

Ce document traite des généralités applicables à l'opération tout entière. Les prescriptions qui y sont énoncées s'appliquent donc à tous les lots, ou corps d'état composant un macro-lot, sans qu'il soit besoin de les rappeler dans chaque CCTP en particulier.

Préambule

Le présent CCTC a pour objet de spécifier des clauses techniques de réalisation des ouvrages intéressant plusieurs lots, et de préciser la répartition de certaines tâches relatives aux interfaces entre lots, sachant que l'ensemble des prestations nécessaires pour livrer au Maître d'Ouvrage un ensemble complet, cohérent et fonctionnel doit être prévu par chaque corps d'état et que ce document n'a pas pour ambition d'être exhaustif, ni pour objet de reprendre les répartitions usuelles de tâches telles que résultant par exemple des normes, DTU ou simple respect des règles de l'Art.

En cas d'incertitude ou d'ambiguïté sur la prise en charge de la réalisation d'une prestation, l'Entreprise doit le préciser explicitement dans son offre et s'interdire de signer le Marché sans confirmation écrite de la Maîtrise d'Œuvre. En particulier, le présent CCTC ne peut avoir pour effet de supprimer une prestation mise à la charge d'un lot par les pièces particulières à ce lot (CCTP, documents graphiques, etc.), et toute prestation mise à la charge d'un lot par le présent CCTC est due par le titulaire de celui-ci, même si elle n'est pas reprise ou décrite dans les documents particuliers à ce lot. Si une prestation est prévue en doublon de ce fait, la Maîtrise d'Œuvre décidera librement de celui qui réalise.

Par ailleurs, pour la répartition des prestations, les répartitions définies ci-après sont à comprendre comme des principes généraux qui sont applicables à des cas d'interfaces ou des corps d'états similaires à ceux cités, même s'ils ne sont pas explicitement cités ou décrits.

Les documents de consultation comprennent l'ensemble des plans des ouvrages et les spécifications techniques établies par le concepteur dans le cadre de leur mission de **BASE**, tout plan complémentaire (plan EXE-PAC) est à la charge de l'Entreprise.

Dispositions générales du "CCTC - Cahier des Clauses Techniques Communes"

Les dispositions figurant dans le présent CCTC, commun à tous les marchés de l'opération, ont pour objet la fixation des règles d'intervention pour les différents spécialistes appelés à contribuer à la réalisation d'ensemble des ouvrages.

Le présent document précise et complète les indications contenues dans les pièces particulières à chaque lot, en particulier dans le domaine des ouvrages ou prestations faisant intervenir des techniques communes à plusieurs corps d'état et dans celui des limites de prestations entre les lots.

L'incidence financière de ces règles est considérée comme faisant partie intégrante du prix de l'Entrepreneur dont les sujétions issues des études Exe et de synthèse réalisées pendant la phase travaux.

Les précisions apportées par le présent CCTC ne dispensent pas chaque intervenant de :

- reconnaître par avance les emplacements réservés aux chantiers, les moyens d'accès et les divers règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux,
- se mettre d'accord avec les autres Entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun,
- de diffuser ses EXE et PAC et copier sur ses EXE - PAC les prestations des autres corps d'état,
- reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation,
- fournir les indications nécessaires à ses propres travaux en temps et en heure pour prise en compte par les autres corps d'état,
- s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au Maître d'Œuvre.

1.5 Connaissance du dossier

Chaque entrepreneur est réputé connaître la totalité du dossier (et donc le contenu des prestations de chacun des autres lots ou corps d'état composant un macro-lot).

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

1.6 Connaissance des lieux

L'entrepreneur qui remet une offre est réputé avoir pris connaissance par ses propres moyens des lieux et des équipements existants et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit avoir une influence sur la technicité, la qualité et les délais d'exécution des travaux, sur la mise en sécurité des lieux, sur les prix des ouvrages à réaliser.

Il devra au besoin, avant la remise de son offre, toute investigation complémentaire lui permettant de mieux connaître les lieux et les usages locaux.

Les visites de site sont obligatoires pour les lots suivants :

LOT N°01 : GROS-ŒUVRE - DEMOLITIONS

LOT N°02 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

LOT N°03 : PLATRIERIE - CLOISONS - FAUX PLAFONDS

LOT N°04 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS - AGENCEMENT

LOT N°05 : REVETEMENTS DE SOLS ET MURS

LOT N°06 : CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE

LOT N°07 : PEINTURES - NETTOYAGE

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de travaux et de prix, à des prolongations de délais et à la mise en oeuvre de prestations et La reconnaissance technique des supports existants à rénover ou à remplacer portera sur la constitution, la nature, l'état et l'importance des existants.

1.7 Généralités

Les entrepreneurs soumissionnaires devront tenir compte dans l'évaluation de leur prix forfaitaire des lieux existants, l'accès sur le chantier, la consistance des travaux etc...

Les ouvrages seront traités à prix forfaitaires et comprendront l'intégralité des travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux de la construction projetée.

Les entrepreneurs appelés à soumissionner doivent prendre connaissance des plans et descriptifs des ouvrages, en vérifier soigneusement les côtes et provoquer avant la remise des soumissions, toutes explications nécessaires sur les points qui paraîtraient omis ou insuffisamment précis.

Ils ne pourront par la suite prétexter d'une erreur ou d'une omission, tant sur les plans d'exécution, que dans le présent CCTP pour justifier des suppléments. Lorsqu'il est fourni aux entrepreneurs un bordereau de quantités, ceux-ci seront obligatoirement tenus de le vérifier, modifier ou rectifier les quantités en fonction de leur étude.

Il devront signaler au plus tard lors de la remise de leur offre et acte d'engagement toute erreur qu'ils pourraient constater.

Au-delà aucune modification ou rectification ne sera acceptée, le prix étant global et forfaitaire.

Pour l'étude de leurs offres, les entrepreneurs seront tenus de demander toutes les explications nécessaires, en ce qui concerne les descriptifs des autres corps d'état. Ces renseignements leur seront donnés sur simple demande.

1.8 Globalité de prestation

L'entreprise s'engage à réaliser les travaux décrits par le présent document dans le cadre de la réalisation tous corps d'état du projet objet de la présente consultation.

Le marché de chacun des lots sera traité à prix global et forfaitaire.

En plus des ouvrages repris séparément au cours du présent CCTP TCE, les Entrepreneurs de chaque lot devront tous les ouvrages complémentaires éventuels et nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, au respect des règles de l'art, DTU, normes, règles, règlements, lois, décrets, etc....

Dans le cas où ce parfait achèvement ou le respect de ces textes, implique plusieurs lots ou corps d'état composant un macro-lot, chaque entrepreneur devra vérifier si des prestations sont comprises explicitement dans la description des autres CCTP ; si tel n'est pas le cas, ces prestations sont réputées implicitement faisant partie de ses prestations et à ce titre n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

1.9 Prise possession du site

1.9.1 Déclarations d'intention de travaux

Conformément au Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 (J.O. du 7 octobre 2011) "relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution", l'entreprise est tenue d'adresser avant le début des travaux sa déclaration d'intention de commencement de travaux aux divers services publics ou à caractère public et aux concessionnaires. Enfin, elle reconnaît avoir recueilli auprès des services publics ou de caractère public et des concessionnaires tous les renseignements nécessaires à la réalisation des installations de chantier et à l'exécution des travaux (possibilités de branchement, DICT, etc.). Elle doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou organismes et fournir tous les documents et pièces justificatives demandées. Elle doit obtenir auprès de ces services les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais liés à ces démarches.

1.9.2 Constat d'État des lieux

Sans objet.

1.9.3 Implantation

REPERES D'IMPLANTATION ET DE NIVELLEMENT

Sans objet.

IMPLANTATION DES BATIMENTS

Sans objet.

1.9.4 Procès verbal d'implantation

Sans objet.

1.10 Traits de niveau

L'entreprise titulaire du Lot n° 01 :GROS-CŒUVRE - DEMOLITIONS est chargée de l'exécution et de l'entretien du trait de niveau et de l'axe des baies. Elle doit se rapprocher de la maîtrise d'œuvre afin d'en fixer les références.

Le trait de niveau est tracé et reporté sur toute la structure verticale, à l'intérieur des constructions et à l'extérieur.

L'entreprise doit également matérialiser l'axe des baies.

Si ce trait vient à être effacé prématurément, l'entreprise titulaire du Lot n° 01 :GROS-CŒUVRE - DEMOLITIONS le trace de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, pendant toute la durée du chantier, à ses frais, sans qu'elle puisse prétendre à une indemnité ou l'intégrer au compte "prorata".

Elle est également responsable de tous les tracés défectueux et en assume les conséquences le cas échéant.

1.11 Obligation de résultat – Règles de l'Art - Réception

L'obligation de résultat se définit par l'engagement contractuel des intervenants, de respecter les exigences fonctionnelles, techniques et réglementaire du projet.

Chaque intervenant vérifiera au fur et à mesure de la réalisation de ses travaux qu'ils permettent bien d'atteindre le résultat souhaité par le Maître d'ouvrage, et de réaliser le projet prévu en apportant toutes améliorations ou adaptations nécessaires.

A ce titre, chaque intervenant est tenu de mettre en oeuvre son savoir-faire correspondant aux Règles de l'Art de son métier principal régulièrement déclaré et enregistré. En cas de doute ou d'incapacité de faire, l'intervenant recherchera un prestataire le mieux adapté à la situation et le proposera en co-traitance ou en sous-traitance pour acceptation aux Maîtres d'oeuvre et d'ouvrage.

Les travaux dus par l'Entrepreneur devront comporter l'intégralité des ouvrages nécessaires à leur complet achèvement et comprendre la fourniture de matériaux neufs et de première qualité et de tous les accessoires correspondants relevant de sa spécialité.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

CHAPITRE 2-REGLEMENTATION THERMIQUE

2.1 Réglementation thermique RT existant par éléments

La réhabilitation projetée objet de la présente consultation est soumise à la RT existant élément par élément et aux CEE.

Pour se faire l'entrepreneur aura obligation de mettre en œuvre des matériaux présentant des coefficients thermiques au minimum équivalent aux prescriptions décrites dans les CCTP.

Dans le cadre de ces attendus, la démarche première relève tout simplement de mise en œuvre selon les règles de l'Art (voir également carnets de détails du CSTB au cas par cas) et de sensibilisation des entreprises auprès de leurs personnels respectifs pour une réalisation en commun, dans un esprit de mutualisation des moyens afin notamment de traiter les liaisons sensibles lors de la mise en œuvre des ouvrages, cela en vue d'un résultat correct immédiat, évitant ainsi la reprise des prestations non conformes.

À ce sujet, la responsabilité des entreprises reste engagée et de manière solidaire et indissociable jusqu'à obtention du résultat réglementaire à minima.

2.2 Objet

La détermination de la réglementation thermique applicable au projet est basée sur les documents de référence suivants :

Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants (y compris mise à jour).

Arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux.

Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux.

Fiched'application: Précisions sur l'application des deux volets de la réglementation thermique des bâtiments existants, CSTB, 23 mai 2013.

Fiche d'application : Partie nouvelle d'un bâtiment existant, CSTB, 8 juillet 2013.

Site internet du CSTB relatif à la réglementation thermique (www.rt-batiment.fr).

Loi n°2005-781 du 13 Juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (article 14 et 15 modifié le 12 Juillet 2010) : Les certificats d'économies d'énergies « CEE ».

2.3 Réglementation thermique applicable au projet

La détermination de la réglementation thermique applicable au projet est basée sur les documents de référence suivants :

Ci-après un tableau récapitulatif des exigences thermiques réglementaires applicables au projet :

Usage	Exigences RT
Bâtiment	RT Existant « élément par élément » : <ul style="list-style-type: none">Exigence : parois opaquesExigence : parois vitréesExigence : chauffageExigence : eau chaude sanitaireExigence : refroidissementExigence : ventilationExigence : éclairage des locauxExigence : énergie renouvelable

Tableau 1 : Rappel des exigences thermiques réglementaires

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC**2.3 Réglementation thermique applicable au projet**

Ces exigences ont pour ambition de cibler les techniques performantes tout en tenant compte des contraintes de l'occupant, ce qui permettra, en intervenant sur suffisamment d'éléments, d'améliorer significativement la performance énergétique du bâtiment dans son ensemble.

Pour chaque élément susceptible d'être installé ou changé, l'arrêté du 3 mai 2007 donne le critère de performance exigé pour le produit.

Les exigences de la réglementation

La résistance thermique R d'une paroi rénovée doit être supérieure ou égale au niveau minimal réglementaire, qui dépend de la zone climatique.

VALEURS VALABLES DU 1^{ER} JANVIER 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2022

Type de paroi opaque	Résistance thermique minimale R de l'ensemble paroi + isolant en m ² .K / W		
	zone climatique H1	zone climatique H2 (H3 à plus de 800 m d'altitude)	Zone climatique H3 (à moins de 800 m d'altitude)
Mur extérieur, toiture de pente > 60 °	2,9	2,9	2,2
Mur en contact avec un volume non chauffé	2	2	2
Plancher bas donnant sur l'extérieur ou sur un local non chauffé	2,7 *	2,7	2,1
Planchers de combles perdus	4,8	4,8	4,8
Toiture de pente < 60 °	4,4 **	4,3	4
Toiture terrasse	3,3 ***	3,3 ***	3,3 ***

* R = 2,1 possible pour adapter l'épaisseur d'isolant nécessaire à la hauteur libre disponible si celle-ci est limitée par une autre exigence réglementaire.

** R = 4 possible si la diminution de surface habitable est supérieure à 5 % en raison de l'épaisseur de l'isolant.

*** R = 3 possible dans les cas suivants :

- l'épaisseur d'isolation implique un changement des huisseries, ou un relèvement des garde-corps ou des équipements techniques,
- ou l'épaisseur d'isolation ne permet plus le respect des hauteurs minimales d'évacuation des eaux pluviales et des relevés,
- ou l'épaisseur d'isolation et le type d'isolant utilisé implique un dépassement des limites de charges admissibles de la structure.

2.4 Autocontrôle des entreprises

L'autocontrôle relève respectivement de chaque Entreprise.

CHAPITRE 3-PRESCRIPTIONS GENERALES**3.1 Exécution des travaux**

Tous les travaux indiqués aux lots ci -après devront être exécutés suivant les règles de l'Art et plus particulièrement en conformité avec la réglementation administrative et les documents techniques en vigueur . Dans tous les cas , les matériaux et leur mise en oeuvre devront répondre aux prescriptions des normes AFNOR (R.E.E.F.) des D.T.U. et du C.S.T.B. ou, à défaut, aux prescriptions des fabricants , pour l'ensemble de ces normes et règlements (notamment celles citées dans les généralités des lots , le cas échéant), la date de référence des divers textes applicables, sera la date de l'ordre de service de début des travaux.

- Ensemble des normes françaises homologuées ou renregistrées AFNOR.
- Liste du cahier des clauses techniques particulières générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Avis techniques du CSTB
- Lois et textes relatifs à la protection des bâtiments recevant du public contre les risques de panique et
- Accessibilité des personnes handicapées à mobilité réduite aux établissements recevant du public. Bâtiments d'habitation collectifs et maisons individuelles :

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

- Décret N°2006-655 du 17 mai 2006 (bâtiments neufs et existants), complété par les arrêtés du 1er août 2006 et modifié par les arrêtés du 8 décembre 2014. Ces textes modifient notamment le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R . 111-19 à R. 11119-6 R.111- 19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Articles R 111-19-7 à R 111-19-10 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations ouvertes au public existantes.
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111- 19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret no 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- Arrêté du 20 avril 2017 modifié construction d'ERP et aménagement d'IOP (en application des articles R.111-19 à R.111- 19-4 du code de la construction et de l'habitation).
- Arrêté du 1^{er} Aout 2006 (bâtiments d'habitation collectifs et maisons individuelles lors de leur construction).
- Arrêté du 26 février 2007 (bâtiments d'habitation collectifs existants).
- Arrêté du 30 novembre 2007, Arrêté du 21 mars 2007 et arrêté du 11 septembre 2007.
- Circulaire N°DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007.
- Code de la construction : article R123 la et R123 55.
- Code du travail : article R23314,44 et décret du 14 novembre 1988.
- Règlements spécifiques du bâtiment.

(Les réglementations sont à prendre en compte et à appliquer en fonction du projet objet du présent En cas de modifications ou de changements des textes au cours des travaux, les nouvelles normes seront appliquées après avis des Maîtres d'Oeuvre et d'Ouvrage.

Le présent C.C.T.P. n'est pas limitatif . L'entrepreneur devra prévoir tout ce qui est nécessaire au complet achèvement de son entreprise . Il sera tenu de se conformer aux instructions qui lui seront données par Maître d'Oeuvre, au cours des travaux.

Les ouvrages qui ne seraient pas nommément précisés au C.C.T.P., mais qui seraient figurés sur les plans ou qu'il serait indispensable d'exécuter, font partie intégrante des prestations de l'entrepreneur.

Les ouvrages à réaliser doivent en outre être conformes à la réglementation en cours, et tenir compte des remarques du contrôleur technique faites au cours du chantier, que le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) soit joint ou non au dossier de consultation.

Il est précisé que les ouvrages à prévoir devront comprendre toutes les dépenses de fournitures, confortements temporaires ou définitifs, reprises, transports, transformations, pertes, mise en œuvre , frais généraux, bénéfices, taxes, etc...

Le soumissionnaire devra signaler le cas échéant, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il pourrait relever dans les documents écrits et plans techniques du dossier d'appel d'offres, et demander les éclaircissements nécessaires.

Une omission n'aura pas pour effet de soustraire l'entrepreneur à l'obligation d'exécution des ouvrages en état de fonctionnement, tels qu'ils sont dessinés ou écrits, pour le montant forfaitaire du marché.

De même, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les documents du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages ou prétendre à un supplément de prix.

Enfin, les C.C.T.P. des autres corps d'état pouvant être consultés chez le Maître d'Oeuvre à défaut, le cas échéant, d'être joints au dossier remis , l'entrepreneur du présent lot ne pourra se prévaloir du manque de renseignements concernant toutes les sujétions rencontrées au cours des travaux ou d'omission dans son étude.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

3.2 Caractère des obligations de l'Entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du lot concerné est tenu de s'assurer du parfait achèvement de ses ouvrages, sachant que le présent CCTP n'est en rien limitatif et ne déroger d'aucune manière aux règles de l'art et que l'entrepreneur est, de par sa qualification, apte à palier à tous défauts d'énonciation. De ce fait, il ne pourra prétendre à aucun règlement en plus value, ni se dérober avant l'obligation de conformité et du respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité.

Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution des modifications d'ordre secondaire (travaux accessoires et annexes) inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander un quelconque supplément.

3.3 Dispositions générales concernant la sécurité et la protection de la santé

Les dispositions propres à assurer la sécurité des personnes pendant l'exécution des travaux, conformes aux lois et règlements en vigueur, seront prévues par le titulaire du présent lot.

Outre les précautions et l'observation des règles de sécurité habituelles, des dispositions particulièrement efficaces et rigoureuses seront prises au niveau de la protection des PERSONNES, contre les risques d'accidents corporels, tant au personnel des entreprises, qu'aux occupants et aux tiers.

À cet effet et entre autres...

...les zones de passage obligatoires seront protégées de façon permanente.

...un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger et englobant celles de travail et de préparations sera installé au sol, et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Il interdira l'approche de toute personne étrangère aux travaux.

Ce projet est soumis en matière de Sécurité et de Protection de la Santé dans ses différentes phases aux nouvelles dispositions de la loi n°93-14.18 du 31 décembre 1993 et du décret n°94-11.59 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la Sécurité et de la Protection de la Santé dès la phase de conception et organise la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé au travers de la mission de coordinateur qu'il exerce lors des phases d'étude de projet et lors des phases réalisation.

Le mode prévisionnel d'exécution des travaux est décrit dans les pièces de marché. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS) devront être rédigés en tenant compte de l'ensemble de ces informations.

Les infractions aux prescriptions de chantier seront traitées comme prévu dans les pièces administratives et les articles L-263.8, L-263.10, L-263.11, R-263.3 du code du travail.

L'ensemble des mesures est précisé dans le plan général de coordination (PGC).

Chaque entreprise sera tenue d'établir, entretenir et maintenir à ses frais les ouvrages provisoires et les protections jugés nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers et des autres personnes.

Ces ouvrages provisoires, seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace à toutes les parties de la construction et seront maintenues pendant tout le temps estimé indispensable par le Maître d'œuvre et/ ou les services du Maître d'Ouvrage.

3.4 Autorisations administratives

A l'exception de la demande d'autorisation de construire, l'entrepreneur devra faire personnellement toutes les démarches et demandes, remplir toutes les formalités nécessaires, afin d'exécuter ses travaux conformément à tous les règlements en vigueur et être en règle pour ce qui concerne l'occupation de la voie publique, les palissades, les branchements, etc...

Chaque entrepreneur adressera une copie de toutes correspondances relatives à ces démarches au Maître d'œuvre.

3.5 Visite des lieux

Une visite est obligatoire pour candidater à ce marché.

Concernant l'organisation des visites se référer au règlement de consultation.

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont rattachées, notamment vis à vis des propriétés voisines, les voies

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

- avoir pris connaissance des possibilités d'accès et d'installation de chantier, de stockage de matériaux,
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations,
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique etc...

Ils ne pourront en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements concernant l'état des lieux existants actuellement, des niveaux des accès, disposition et nature du terrain, du site environnant, sa constitution, les configurations voisines et limitrophes au terrain sur lequel ils doivent construire.

Les entreprises ne pourront arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Ils auront la possibilité d'effectuer tous contrôles du terrain, de s'assurer des passages de canalisations de toutes natures hors terrain, afin d'en assurer les branchements provisoires et définitifs.

Ils ne pourront invoquer aucun prétexte pour toutes sortes de difficultés rencontrées dans l'organisation du chantier, son accès, l'approvisionnement en matériaux, ainsi que des mauvaises conditions climatiques de la situation urbaine.

Les entreprises devront donc prendre toutes les précautions utiles pour éviter tous accidents, troubles ou désordres qui pourraient affecter aussi bien le bâtiment existant que les propriétés voisines et les voies publiques ou privées.

Les entrepreneurs prendront donc possession des lieux dans les conditions fixées ci-dessus.

Une révision d'état des lieux sera effectuée en fin de chantier et l'entreprise responsable aura à sa charge la réparation de tous les dégâts qui pourraient être constatés et reconnus liés à l'exécution des

3.6 Prescriptions relatives au site

Connaissance des lieux :

L'entrepreneur sera réputé s'être parfaitement rendu compte sur plans et sur place, de la disposition et de l'état des lieux, des possibilités d'accès, de manœuvres d'engins mécaniques, de dépôt de matériaux et avoir fait à ce sujet, les prévisions utiles en ce qui concerne la nature et l'importance des travaux. Avant la remise de son offre, le soumissionnaire vérifiera sous sa propre responsabilité, les opérations mentionnées au devis descriptif et les complètera le cas échéant par tous les moyens en son pouvoir, par un examen des lieux, renseignements pris auprès du maître d'œuvre, etc, afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des travaux et installations nécessaires au complet achèvement des travaux de son lot.

Desserte du chantier :

• Voirie

L'entrepreneur fera son affaire de l'accès au chantier par les voies existantes.

L'entreprise titulaire des travaux du présent lot établira, conformément aux dispositions du C.C.A.P., et de ses compléments annexes, et dans le cadre de l'installation de chantier commune, tous ouvrages :

- de protection : palissades, barrières, parapets, protections de piétons par toitures provisoires, etc.
- de rétablissement de la circulation : trottoirs provisoires, passe-pieds, franchissements, déviations, etc..
- de signalisation statique par panneaux, bornes, lumineux, éclairage, etc..

qu'impliquent les modifications d'utilisation du domaine public par les tiers et leur sécurité, pour les besoins généraux du chantier. Il complètera éventuellement ces installations suivant les implications de ses propres travaux. À cet effet, il obtiendra des autorités compétentes, notamment des services municipaux et éventuellement des propriétaires et locataires riverains, les autorisations nécessaires de rétrécissement ou d'interdiction totale des voies de circulation, de stationnement, d'occupation du domaine public ou privé... particulières et nécessaires de plus à ses propres travaux.

• Réseaux

Pour l'alimentation provisoire en eau et en électricité du chantier, l'entrepreneur de gros-œuvre fera son affaire des formalités et demandes éventuelles en vue des branchements provisoires pour les besoins de la totalité des entreprises du chantier conformément au C.C.A.P.

Il assurera la desserte de ses installations, en fonction de ses besoins propres, à partir des installations réputées communes établies conformément aux dispositions du P.G.C. et du C.C.A.P., de ses compléments et annexes.

3.7 Exécution des travaux

La maîtrise d'œuvre se réserve le droit absolu de refuser, faire déposer et remplacer tous les ouvrages ou tous les matériaux qui ne seraient pas de première qualité et dont l'exécution laisserait à désirer.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Les entrepreneurs signataires du marché reconnaissent ce droit à la maîtrise d'œuvre qui ne pourra l'exercer sans avoir à donner les motifs de ces décisions.

Si malgré la surveillance de la maîtrise d'œuvre, des matériaux ou fournitures de qualité inférieure à celle définie étaient mises en œuvre, les entrepreneurs seraient contraints de les remplacer à leurs frais, risques et périls, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité et resteraient d'ailleurs responsables de toute conséquence et ce, à quel qu'époque ou les anomalies et infériorités seraient constatées.

Il en sera de même pour tout vice de construction qui résulterait de fraude ou négligence provenant de leur main d'œuvre ainsi que tous travaux qui ne seraient pas exécutés conformément aux plans et spécifications techniques détaillées.

Si pendant la période des travaux, la maîtrise d'œuvre juge à propos d'opérer des modifications, celles-ci seront exécutées sans indemnité à moins qu'il ne soit démontré que ces dernières occasionnent un surcroît de dépenses auquel cas il en sera tenu compte suivant l'estimation qui en sera faite contradictoirement entre les entrepreneurs intéressés et la maîtrise d'œuvre.

Si des modifications amenaient des diminutions de dépenses, les entrepreneurs devront en tenir au courant celui-ci.

Il ne sera rien alloué aux entrepreneurs pour toute modification de travaux qui entraîneraient une augmentation qu'ils auraient exécutés sans ordre écrit du maître d'ouvrage.

3.8 Réservations-percements-Scellements

Généralités :

Les trous et scellements exécutés sur matériaux seront réalisés après approbation du maître d'œuvre en ce qui concerne leur emplacement et leur réalisation.

Dans les ouvrages neufs :

L'entrepreneur de gros œuvre exécutera dans le cadre de son marché, dans tous les travaux de son lot, tous percements, réservations, incorporations, trous, feuillures, rebouchages, scellements divers au ciment, calfeutremments et raccords nécessaires aux autres lots conformément au CCTP.

Ces trous, scellements, feuillures, calfeutremments, rebouchages, raccords à effectuer dans les maçonneries et ouvrages existants seront à réaliser dans la nature du matériau par le gros-œuvre dans le cadre de son marché.

L'entrepreneur de gros œuvre demandera à tous les autres corps d'état, toutes les prescriptions, descriptions et renseignements sur les ouvrages de finitions et d'équipement. Il devra connaître les types de revêtements de sols, les revêtements extérieurs et muraux.

Les entrepreneurs des autres lots fourniront les plans de réservations ou de percements, les fourreaux et taquets avec indication exacte des emplacements : ils vérifieront l'exécution sur place, préviendront le gros œuvre des erreurs ou omissions quinze jours avant leur propre intervention afin qu'il y remédie à ses frais.

Les entrepreneurs n'ayant fourni aucun plan ou ayant effectué une erreur ou omission dans leurs renseignements, effectueront ces travaux préparatoires à leurs frais, excepté les percements dans le béton armé qui seront exécutés par le gros œuvre et à leurs frais.

Les entrepreneurs des lots secondaires remettront dans un délai de 15 jours à l'entrepreneur de gros œuvre les plans des trous et percements à réserver dans les planchers et ossatures porteuses de la construction si ceux-ci font partie du présent marché. Seuls les raccords consécutifs à ces réservations seront à la charge de l'entrepreneur chargé du lot gros œuvre pour des raisons de solidité.

Dans les ouvrages existants :

L'entrepreneur de gros œuvre exécutera tous les percements, réservations, incorporations, trous, feuillures, rebouchages, scellements divers au ciment, calfeutremments et raccords nécessaires aux autres entrepreneurs, qui lui auront été précisés dans son CCTP, et uniquement ceux-ci, pour les ouvrages.

Pour les autres ouvrages, les percements et les scellements effectués dans les parties porteuses existantes, dans les cloisons ou dans les parties non porteuses de la construction seront exécutés par l'entrepreneur chargé du corps d'état intéressé.

Tout oubli dans les percements devra faire l'objet d'une demande auprès de l'entreprise de gros œuvre qui s'assurera de la possibilité technique de ce percement.

Tous les percements réservés, scellements, calfeutremments et raccords non prévus dans la liste ci dessus seront à la charge du corps d'état pour lequel ces travaux seront nécessaires.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Les scellements seront exécutés au ciment et les raccords avec un enduit de même nature , composition et teinte que celui d'origine.

L'entrepreneur prendra toutes précautions vis-à-vis de l'existant et procédera à toutes demandes nécessaires en vue d'exécuter ses prestations.

Les trous et scellements exécutés sur matériaux seront réalisés après approbation du maître d'œuvre en ce qui concerne leur emplacement et leur réalisation . L'exécution sera faite par le corps d' état spécialiste du matériau apparent et aux frais du corps d'état demandeur intéressé par ces trous et scellements.

Les fixations au plafond et particulièrement le spitage devront recevoir l'approbation préalable du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Enfin, chaque entrepreneur des lots plomberie , chauffage et électricité devront intervenir sur le chantier en liaison avec les entrepreneurs des autres corps d' état intéressés pour effectuer leurs travaux , sans porter atteinte à la stabilité, à la sécurité des personnes, à la sécurité des ouvrages, en particulier lorsqu' il s' agit d'effectuer des saignées ou des percements dans les éléments porteurs.

3.9 Matériaux - Echantillons et essais.

Au cours du chantier et en temps utile , les Entrepreneurs seront tenus , à la demande du maître d'œuvre , de fournir toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux notamment ceux pour lesquels la marque et le type peuvent ne pas être cités (produits courants et connus dont la description se suffit à elle-même) afin néanmoins de comparer avec ce qui est attendu.

Dans quelques rares cas où le mot équivalent ou similaire serait employé dans le CCTP, l'Entrepreneur devra, avant la commande , soumettre le produit au maître d'œuvre pour qu'il donne son avis sur la similitude ou l'équivalence.

L'emploi de matériaux ou de procédés non traditionnels , non prescrits par les documents particuliers du marché est subordonné à l'accord du bureau de contrôle et du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre demandera des échantillons pour la mise au point de ces ouvrages.

Entre autres prestations , le marché comprend la fourniture d' échantillons et l'organisation d'une exposition de matériaux et éléments retenus pour l'exécution des ouvrages : ces pièces témoin seront marquées.

L'entrepreneur se conformera à toutes les analyses et essais qualitatifs demandés par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle.

Les essais et contrôles présentant un caractère obligatoire seront en totalité à la charge de l'Entrepreneur du lot considéré et inclus dans le prix de son marché.

Les essais et contrôles ne présentant pas un caractère obligatoire qui pourraient être exigés par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle, seront à la charge du maître d'ouvrage si le résultat est favorable à l'entrepreneur et à l'entrepreneur si le contrôle lui est défavorable.

Les PV d'essais de toute nature , nécessaires à la parfaite finition des ouvrages seront remis avec les plans DOE sous peine d'une pénalité telle que décrite au CCAP.

De plus, les cadres de décomposition du prix global forfaitaire prévoient pour certains articles une information à compléter concernant le matériau envisagé par l'entreprise, à renseigner obligatoirement, afin de vérifier la conformité à l'attendu lors de l'analyse de l'offre et d'attribuer la note correspondante. Cela ne constituera pas pour autant une validation tacite du matériel ou des matériaux proposés.

3.10 Nature et qualité des matériaux

Les matériaux employés seront neufs, de premier choix ou de bon choix et de la meilleure qualité.

Ils seront conformes aux normes françaises ou internationales , aux divers règlements et prescriptions officielles en vigueur.

L'entrepreneur devra pouvoir faire la preuve à toute demande du Maître d'Oeuvre que les produits mis en oeuvre correspondent en qualités, dimensions, épaisseurs, etc... aux spécifications du présent devis.

3.11 Mise en œuvre

L'entrepreneur adjudicataire supportera toutes les sujétions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement de ses fournitures sans pouvoir réclamer aucune indemnité. Tous les travaux fournis et mis en œuvre étant réputés y compris toutes sujétions.

Tous les produits , matériaux et autres éléments constituant et faisant partie du présent lot , seront des produits agréés par le C.S.T.B. Dont les joints, mastics, bandes, cales et calfeutremments.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Les dimensions des ouvrages en largeur , longueur et épaisseur indiquées au présent devis ou sur les plans ne sont données qu'à titre indicatif . Il appartiendra à l'entrepreneur de les vérifier d'après les plans d'exécution et les dimensions relevées sur place.

3.12 Coefficients thermiques

Le projet devra satisfaire à la réglementation thermique dite RT « élément par élément » (arrêté du 3 mai 2007), aux CEE et respecter les exigences minimales relatives aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.

L'entrepreneur aura obligation de mettre en œuvre des matériaux présentant des coefficients thermiques au minimum équivalents aux prescriptions décrites dans les CCTP.

De plus, chaque entrepreneur s'assurera de la bonne réalisation de ses travaux, en conformité avec les objectifs d'étanchéité à l'air, le cas échéant.

3.13 Acoustiques

L'entrepreneur aura obligation de résultats sur les performances en matière d'indice d'affaiblissement acoustique à obtenir, de ce fait les matériaux employés ainsi que leur mise en œuvre devront permettre d'atteindre les exigences référentielles ou normatives en vigueur à la date de remise de l'offre pour le type de bâtiment projeté ainsi que les exigences du présent dossier.

3.14 Protections des sites-végétations et ouvrages existants

Chaque entrepreneur sera responsable de tous les dommages occasionnés par lui au site, à la végétation, aux constructions voisines et ouvrages existants tels que câbles électriques, téléphoniques, conduites d'eau, réseaux d'égouts, bordures de trottoir, voiries etc... Il devra se renseigner auprès du maître d'ouvrage du cheminement des différents réseaux.

3.15 Réception des travaux

En fin de chantier, avant la réception des travaux, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront s'assurer de la finition complète de leurs ouvrages.

Dans le cas de litige entre les entreprises pour ce qui concerne les dégâts qui auraient été commis avant la réception les reprises seront faites :

- aux frais de l'entrepreneur auteur du dégât, si celui-ci peut être connu
- aux frais du compte prorata si les auteurs sont inconnus.

3.16 Compte prorata - dépenses communes

Se reporter au CCAP

3.17 Nettoyage du chantier

a/ Bennes à gravats avec tri sélectif des déchets.

L'évacuation dans les bennes de chantier avec tri sélectif, des déchets et gravats ordinaires, doit être assurée quotidiennement par chaque entrepreneur, pour les travaux de son marché.

La mise en place et l'évacuation quotidienne des bennes à gravats est assurée par chaque entrepreneur pour les zones de travaux qui les concernent.

b/ L'évacuation de tous les autres déchets, et notamment des gros éléments, déchets spéciaux ou éléments d'ouvrages, reste à la charge de chaque entreprise qui les produit, et doivent être évacués au moins deux fois par semaine.

c/ Nettoyage général en cours de chantier.

Le nettoyage de la totalité du chantier et de ses abords est placé sous la responsabilité de chaque entreprise qui réalisera au minimum un balayage hebdomadaire du chantier.

Les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement et les gravats seront évacués au fur et à mesure aux décharges publiques par les entreprises de chaque corps d'état.

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les obligations concernant le nettoyage.

Chacune de celle-ci est tenue de nettoyer et évacuer les gravats et déchets provenant de leurs travaux tant dans les bâtiments qu'aux abords des bâtiments.

En cas de défaillance, ceux-ci seront ramassés sur ordre de la maîtrise d'œuvre aux frais des entreprises responsables de l'état.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis, soit par goulotte, soit en sacs ou en sceaux.

d/ Nettoyage des réseaux enterrés.

Ces nettoyages sont à charge des entreprises qui les ont construits.

e/ Nettoyage de mise en service.

Sauf disposition contraire des CCTP particuliers, les nettoyages de mise en service, avant la réception, sont réalisés par chaque entreprises au titre de ses ouvrages.

Les nettoyages de mise en service sont réalisés après enlèvement, par chacune des entreprises, des dispositifs de protection mis en place par elles en cours de chantier.

En cas de non-respect de l'ensemble des prescriptions précédentes, le Maître d'œuvre pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages prévus, à la charge des entreprises défaillantes.

3.18 Gestion des déchets de démolition et de chantier.

Préambule :

Si la qualité environnementale est aujourd'hui la préoccupation de beaucoup d'acteurs économiques, peu d'opérations prennent réellement en compte toutes les exigences environnementales et ce, malgré la réglementation en vigueur.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique
- Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage

Ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :

- atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2020
- stabilisation de la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010
- réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (- 30% à horizon 2020 et -50% à

Compte tenu de ce qui précède,

L'attention des entreprises est donc particulièrement attirée sur le fait que chaque entreprise aura à sa charge le chargement, le tri et l'évacuation des déchets issus de ses démolitions et ou de ses travaux en déchèteries de proximités.

Les déchets et gravois des démolitions et du chantier, devront être, triés, collectés et évacués de manière journalière. Aucun stockage à l'intérieur ou l'extérieur du bâtiment ne sera toléré.

Chaque entreprise aura également l'obligation de :

- sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération;
- maintenir le chantier propre;
- laisser et maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge;
- trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie.

3.19 Evacuation et libération du chantier

Le stockage des matériaux ou matériels ne devra à aucun moment gêner la bonne marche des travaux : les entrepreneurs des lots secondaires devront, à la demande du maître d'œuvre et /ou de l'entrepreneur de gros-œuvre, déplacer leurs matériaux et matériels qui entravent la bonne marche du chantier.

Chaque entrepreneur doit enlever du chantier, à la date prévue au planning, et à défaut d'indications, dans un délai de trois jours maximum de la demande qui lui en est faite par le maître d'œuvre, de son représentant de l'entreprise de gros œuvre, tout le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou en excédent, les installations diverses et déchets de toute nature.

Si cela n'est pas exécuté, le maître d'ouvrage pourra faire procéder à l'enlèvement, faire transporter à la décharge publique ou vendre aux enchères publiques, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout à frais de l'entrepreneur et sans que celui-ci puisse formuler aucune réclamation.

En cas de vente aux enchères, le produit définitif de l'entrepreneur intéressé sera augmenté du produit de la vente, frais déduits.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

3.20 Protection des ouvrages

- **Protection des ouvrages par corps d'état**

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis, déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ses ouvrages finis.

De plus, il devra lui-même prendre toutes les précautions pour ne pas causer de dégradations aux matériaux et aux ouvrages des autres entrepreneurs : il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces dispositions. S'il y a lieu à réfection, les délais de reprises ne seront pas pris en compte dans le délai contractuel.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux maçonneries apparentes, aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages peints, aux appareillages électriques, aux revêtements de sol plastiques, parquets, etc...qui ne devront subir aucun dommage.

Faute de sa part de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences éventuelles.

Toutes les entreprises sont responsables chacune en ce qui la concerne des conséquences de vols ou dégradations qui pourraient se produire sur le chantier.

- **Protection par l'entrepreneur des ses propres ouvrages**

Jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur doit assurer la protection de ses ouvrages contre les risques de détérioration et notamment celles provenant des activités des autres entrepreneurs.

Pour les ouvrages particulièrement soignés, prévus pour rester apparents, des protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

- **Protection des ouvrages existants**

Par ailleurs, l'état des locaux existant dans lesquels il n'est pas prévu d'intervenir (ou ponctuellement) seront à préserver pour rester dans leur état avant travaux, des protections seront installées par le gros œuvre et ou les entreprises concernées par ces interventions.

3.21 Stockage

L'entreprise réalise le stockage de ses matériaux dans les zones dédiées à cet usage dans la limite des emplacements disponibles et suivant le plan d'installation de chantier, la note d'organisation de chantier et en accord préalable avec le maître d'œuvre et l'OPC en les informant des volumes et des durées de

L'entreprise doit réaliser le stockage de ses matériaux de façon à éviter toutes altérations, déformations ou dégradations de ceux-ci. Elle doit l'installation, le démontage et l'évacuation de l'ensemble des équipements (palettes, chevalets, chariots, etc.) et protections nécessaires à cet effet.

L'entreprise s'assure que la surcharge occasionnée par le stockage de ses matériaux ne dépasse pas les charges d'exploitations admissibles des planchers.

3.22 Manutention et moyens de levage

L'entreprise doit le transport à pied d'œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ses ouvrages. Le transport à pied d'œuvre inclut :

Le conditionnement, le chargement et le transport des matériaux jusqu'au chantier,

Le déchargement, le colisage éventuel et les manutentions de stockage et/ou de mise en œuvre des matériaux à l'aide de tout moyen de levage adapté.

L'entreprise doit employer les moyens de levage déjà présents sur le chantier sauf si ces derniers ne sont pas adaptés aux opérations de manutention à effectuer. Dans ce cas l'entreprise doit installer, démonter puis évacuer tous les moyens de levage nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

L'entreprise met à disposition de l'ensemble des entreprises intervenantes tous les moyens de levage qu'elle a installés sur le chantier. Dans ce cadre, elle propose une convention de prêt de matériel aux entreprises qui lui en font la demande.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

3.23 Moyens d'accès - échafaudage

Sauf stipulation contraire précisée au C.C.T.P., chaque entreprise doit ses propres échafaudages, nacelles, moyens d'accès etc. et protections destinés à la réalisation de ses ouvrages.

Il n'y aura pas de coût supplémentaire imputé à la maîtrise d'ouvrage en cas de retard sur le planning initial ou de mauvaise coordination.

Chaque entreprise doit assurer l'installation, le démontage et le repliement de tous les moyens d'accès (échafaudages mobiles, nacelles, etc.) nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

3.24 Précautions contre les accidents

Les entreprises devront prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à prévenir les accidents.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit, en cas d'urgence, de prendre d'office les mesures nécessaires sans que cela puisse dégager la responsabilité des entreprises.

3.25 Circulations dans le bâtiment pendant les travaux

Pendant toute la période de travaux, les circulations devront toujours être dégagées et accessibles. En cas de manquement, les pénalités sont définies au CCAP.

3.26 Protection des arbres existants

Sans objet.

3.27 Traitement de préservation du bois

La durabilité naturelle ou conférée du bois (établie dans les normes NF EN 350 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement n'utilisant pas de substance active (avec procédure ATec ou ATEEx).

3.28 Fibres et particules cancérogènes

Les entreprises devront mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 (Cancérogène / Mutagène / Reprotoxique PROUVE pour l'homme) et CMR2 (Cancérogène / Mutagène / Reprotoxique PROBABLE pour l'homme) des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des appartements.

Les laines minérales seront certifiées EUCB.

3.29 COV - Formaldéhyde

Les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis matériaux, sont étiquetés A ou A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

CHAPITRE 4 -CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

4.1 Ouvrages existants

Stabilité des ouvrages avoisinants existants :

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer , avant et pendant les travaux , la conservation et la stabilité des bâtiments existants sur l'opération et voisins.

Ouvrages aériens :

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour ne pas causer de dommages aux ouvrages publics ou privés existants qu'il est prévu de maintenir : chaussées, bordures de trottoirs , clôture, canalisations , câbles... ouvrages et appareils de quelque nature que ce soit.

Canalisations et câbles enterrés :

De même, l'entrepreneur prendra toutes précautions pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations existantes en service. Il lui appartiendra, à cet effet, de demander préalablement à tous travaux de terrassement, tous renseignements nécessaires aux différents services publics, concédés et intéressés ou au Maître d'Ouvrage, sur l'existence éventuelle et la position des canalisations.

Il adressera, à tout organisme compétent concerné, ERDF/GRDF, FT, compagnie des eaux, réseau câblé, avant le commencement des travaux, la déclaration d'intention de travaux réglementaire, afin que lui soit précisée la position connue des ouvrages en service dans l'environnement de la zone de travail.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Réparations, remise en état :

L'entrepreneur assumera la responsabilité des dégâts et dommages qu'il puisse occasionner aux différents ouvrages existants à l'occasion des travaux et supportera les frais de remise en état éventuels.

Il installera, aux endroits convenables, si les circonstances l'y obligent, les pompes avec leurs accessoires (tuyaux d'aspiration et de refoulement, canalisations et goulottes pour l'écoulement des eaux nécessaires aux épuisements et à l'évacuation de celles-ci), assurera leurs modifications ou déplacements éventuels, leur fonctionnement et entretien pendant toute la durée où leur présence s'avérera nécessaire.

4.2 Spécifications particulières aux travaux dans les existants

Il est conseillé aux entreprises avant la remise de leurs offres de procéder sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance pourra porter notamment sur les points suivants sans que cette liste soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses,
- et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les entreprises sont donc réputées avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à

4.3 Protection des existants

Sans objet.

Protection des ouvrages existants :

Lors de toute exécution de travaux dans les existants, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions et toutes les précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les menuiseries extérieures,
- les revêtements de sols,
- les revêtements muraux,
- les ouvrages en bois apparents,
- les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Travaux réalisés en site occupés :

Pour ces travaux, mêmes prescriptions qu'à l'article précédent.

En plus, l'entreprise aura à prendre des dispositions particulières, notamment :

- pour garantir la sécurité des occupants, du personnel de l'IUT et des étudiants...
- pour protéger les existants.

Lors des travaux de démolition ou autres dégageant de la poussière, l'entreprise aura à prendre toutes les mesures pour éviter la propagation de cette poussière, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc...

4.4 Nettoyage de chantier

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entreprise devra prendre toute disposition utile à ce sujet ;

- les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, l'entreprise devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Gestion différenciée des déchets de chantier.

Réduction des pollutions sur la parcelle et dans le voisinage.

En particulier , le chantier devra être propre pour chaque réunion hebdomadaire ou visite . Il en sera de même pour les installations de chantier.

Cependant, il est précisé que le parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols est à la charge de l'entrepreneur de revêtements de sols.

En fin de chantier , l'entreprise devra restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel elle les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

Au cas où l'enlèvement des déchets de chantier ne serait pas fait par un corps d'état quelconque, pour permettre le nettoyage nécessaire à la préparation des sols (par l'entreprise de revêtements de sols), le maître d'œuvre le fera réaliser en régie par l'entreprise du lot gros œuvre aux frais de la ou des entreprises intéressées : l'entrepreneur aura obligation d'exécuter ces nettoyages aux frais de l'entreprise(s) en cause.

Si nécessaire en cas de non respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages , le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix , sans mise en demeure préalable , sur simple constat de non -respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur , et aux frais de ce dernier.

Si nécessaire, la prestation sera demandée par le maître d'ouvrage ou d'oeuvre à une entreprise extérieure spécialisée et les frais répartis au prorata des responsables et déduit de leur marché de travaux sans formalité aucune.

Au cas où l'enlèvement des déchets de chantier ne serait pas fait par une entreprise, le maître d'œuvre le fera réaliser en régie par le lot O1 aux frais de la ou des entreprises en défaut sur leur contribution au compte prorata, libre au lot O1 de faire appel à une entreprise extérieure spécialisée.

Par ailleurs, un article 'nettoyages occasionnels de chantier' est prévu au lot peintures intérieures pour mise en régie à charge du (des) défallants après le départ du gros-œuvre et également imputés au prorata et des seuls défallants.

4.5 Etat du chantier et de ses abords

Nettoyage permanent du chantier :

L'entrepreneur sera tenu de laisser à l'issue de ses travaux , les lieux et les locaux en un état tel que les entreprises qui lui succéderont, dans un ordre établi par le Maître d'Oeuvre, puissent entreprendre leurs propres travaux et prestations , sans sujétions supplémentaires. A cet effet , il procédera à l'enlèvement de ces gravats ou déchets de toutes natures, de manière fréquente, et de toute façon plurihebdomadaire.

Nettoyage des voies publiques :

L'entrepreneur prendra toutes précautions et dispositions pour éviter de salir les voies publiques , notamment par la projection ou la chute de matériaux ou par le passage d'engins de chantier et de transport.

À cet effet son attention est attirée sur l'application des articles du code pénal relatifs au nettoyage des chaussées et trottoirs souillés par les engins de transport et autres.

Les services municipaux de la voirie pourront effectuer eux -mêmes des nettoyages si nécessaire, au compte de l'entreprise responsable en cas de laxisme ou de défaillance.

4.6 Généralités diverses

Documents techniques contractuels :

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) donne la liste des documents contractuels applicables à l'exécution du présent marché, et parmi ceux-ci, les documents techniques.

Ces documents techniques ne sont pas nommément désignés dans le CCAP pour chacun des corps d'état, mais l'entrepreneur est contractuellement réputé :

- connaître parmi ces documents tous ceux spécifiques aux travaux de son lot , ainsi que ceux qui le cas échéant auraient trait à certains travaux de son marché non concernés par les documents spécifiques à son lot, et plus particulièrement tous les documents C .C.T.G ou D .T.U, les cahiers du C .S.T.B. et les Normes françaises pour le bâtiment,
- être en possession de ces documents et en avoir une parfaite et complète connaissance.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Autres documents :

Documents autres que fascicules du CCTG ou DTU et Normes, à savoir :

Avis techniques du C.S.T.B pour tous les matériaux et procédés "non traditionnels", entrant dans les travaux du Prescriptions de mise en oeuvre du fabricant pour tous les matériaux pour lesquels elles existent, entrant dans les travaux du présent lot.

Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut de documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions d'exécution, l'entrepreneur devra, dans la mesure du possible, traiter ces travaux par analogie avec les conditions, règles et prescriptions énoncées dans les documents visés au présent chapitre ou, à défaut, suivant les conditions, règles et prescriptions énoncées par le fabricant.

Contenu des prix :

Le "prix global forfaitaire " comprendra implicitement tous les frais d 'installations et d 'organisations de chantier, les frais de consommation d 'eau, d'électricité, etc... , les frais consécutifs à la réglementation sur l 'hygiène et sécurité du chantier , les frais d'études, de compte prorata , d'assurances, etc... , ainsi que tous les autres frais quels qu'ils soient, relatifs à l'exécution des travaux.

Seront compris également, toutes les taxes et impôts en vigueur à la date de la remise des offres.

Prestations dues par l'entreprise :

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

La fourniture, transport et mise en oeuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché.

La fixation par tous moyens de ses ouvrages.

L'enlèvement de tous les gravats de ses travaux.

La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc... de ses ouvrages en fin de travaux et après la réception.

La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître de l'Ouvrage à la réception des travaux, en quatre exemplaires papier.

Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit , etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution.

La tenue et la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata.

Et tous autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Liaisons entre les corps d'état :

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet , devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

À aucun moment durant le chantier , l'entrepreneur du présent lot ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d 'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d 'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entreprise devra provoquer la remise des plans et renseignements techniques nécessaires à la réalisation de ses ouvrages et à ceux, ainsi qu'aux scellements ou incorporations d'éléments de toute nature, permettant la réalisation des ouvrages des autres corps d'états.

L'entreprise n'exécutera en aucun cas ses travaux , sans tenir compte des ouvrages des autres corps d'états, elle établira ses ouvrages pour que même en cas de défaut de l'entreprise d'un autre corps d'état, l'ensemble des différents ouvrages, concourent à la parfaite réalisation des bâtiments, sans prestations supplémentaires.

Vérification des plans - Malfaçons :

Vérification des plans :

Avant le commencement des travaux , l'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans , coupes etc ... et signaler aux concepteurs toutes erreurs ou omissions qu 'il pourrait constater ou de les rendre attentifs à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Malfaçons :

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fournitures ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux, et de lui faire supporter les frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

Plans de détails :

Pour les lots autres que la peinture ou les espaces verts notamment , l'entrepreneur devra établir tous les plans et dessins de détails que le Maître d'œuvre jugera utiles à la bonne exécution des ouvrages . Ces plans et dessins seront établis d'après le projet du Maître d'œuvre, et devront respecter les dispositions , principes et aspects des plans de ce dernier.

Les plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution . Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions sections, diamètres, etc... utiles.

Afin d'être validés une fois pour toutes, outre les réservations que doivent se communiquer tous lots entre eux, la production (avec identification des éléments sous bordereau d'envoi précisant tous les destinataires) de la TOTALITÉ des éléments ci-avant sera IMPÉRATIVEMENT effectuée durant la période légale de préparation du chantier de 1 mois rappelée au CCAP, consécutive à la réunion de coordination à laquelle devront être présents tous les entrepreneurs dûment convoqués.

Tout retard sera sanctionné immédiatement par l'application des pénalités prévues au dossier , ce pour la bonne marche du chantier.

Le cas échéant, les ouvrages réalisés sans accord pourront purement et simplement être REFUSÉS sans aucune indemnité et entraîneraient de plus le dédommagement au maître d'ouvrage du préjudice causé par le retard ainsi engendré.

La production de la TOTALITE des éléments ci-avant sera IMPERATIVEMENT effectuée durant la période réglementaire de préparation du chantier de rappelée au CCAP, consécutive à la réunion de coordination à laquelle devront être présents tous les entrepreneurs dûment convoqués (en plus des réservations de tous lots entre eux) et avec communication des éléments par bordereau d'envoi précisant tous les destinataires pour être validés une fois pour toutes.

Tout retard sera sanctionné immédiatement par l'application des pénalités prévues au dossier, ce pour la bonne marche du chantier.

Le cas échéant, les ouvrages réalisés sans accord pourront purement et simplement être REFUSES sans aucune indemnité et entraîneront de plus le dédommagement au maître d'ouvrage du préjudice causé par le retard ainsi engendré.

Conformité à la réglementation "sécurité incendie" :

Il est rappelé que dans le cadre d'un marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en oeuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, et de leurs qualités, caractéristiques et performances. Dans le cadre de cette obligation les entrepreneurs devront, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la réglementation "Sécurité contre l'incendie" assurer et garantir une mise en oeuvre des matériaux concernés absolument conforme aux conditions de mise en oeuvre spécifiées dans les Procès Verbaux d'essai au feu du matériau considéré.

Règles d'exécution générales :

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art et avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet , il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat , quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'oeuvre, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur , de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état. En outre aucune prolongation de délai ne sera accordée.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux :

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en oeuvre, seront toujours de première qualité, suivant indications de provenance et type du C.C.T.P

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P par une marque nommément désignée et la mention "ou équivalent", l'entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le Maître d'œuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire et équivalent.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à un de ceux prévus au présent CCTP sans accord du Maître d'œuvre.

Par ailleurs, les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire seront à renseigner lors de la remise de l'offre par les entreprises concernées, aux lignes demandant de préciser les marques et type des matériaux à l'appui de la notation prévue au mémoire technique.

Prescriptions concernant les matériaux en général :

Tous les matériaux seront neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P, le Maître d'œuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Agréments - Essais - Analyses :

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un "avis technique" du C.S.T.B, l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux titulaires de cet "Avis technique" et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Oeuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera tenu de produire à toute demande du Maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès verbaux, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Dimensions des ouvrages :

Avant l'exécution des ouvrages, l'entrepreneur du présent lot devra relever exactement les dimensions, il signalera au Maître d'œuvre, le cas échéant, toutes différences importantes qu'il aurait constatées.

Vérifications - réceptions - essais :

Les vérifications, réceptions et essais des ouvrages se feront dans les conditions précisées au cahier des prescriptions techniques générales et au D.T.U.

Protection des ouvrages des autres corps d'état :

Certains travaux du présent lot seront exécutés après la terminaison de travaux d'autres corps d'état.

En conséquence, l'entrepreneur du présent lot devra assurer la protection parfaite de ces ouvrages.

Si après exécution des travaux du présent lot, il était constaté des dégradations de toutes natures, l'entrepreneur du présent lot en supporterait toutes les conséquences éventuelles.

Nettoyage de mise en service :

Les nettoyages de mise en service pour la réception de l'ensemble des ouvrages du présent lot, seront au frais de l'entreprise.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer :

Le nettoyage de tous ses ouvrages et accessoires.

L'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages. Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections, etc...

4.7 Tranche et Phasage - Organisation de chantier

Les prestations liées au présent marché de travaux seront exécutées en une seule tranche ferme, comprenant 1 phase de travaux, selon le planning prévisionnel joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

4.8 Limites des prestations

De manière non-exhaustive et en complément des CCTP, sans qu'il soit besoin de le rappeler dans ceux-ci :

Les prestations dues par chaque entreprise comprendront (cf CCTP pour plus de détails) :

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

- nettoyage de chantier et remise en état des lieux et des chemins d'accès, dans l'état ou l'entreprise les a trouvés en arrivant, remise en état à neuf pour les ouvrages endommagés,
- coffrets et tableaux élec de chantier,

Les prestations dues par toutes les entreprises comprendront :

- toute protection et sécurité nécessaires à la réalisation des prestations de l'entreprise,
- tout échafaudage fixe ou mobile nécessaire à la réalisation des prestations de l'entreprise,
- tous moyens d'exécution et de levage nécessaires à la réalisation des prestations de l'entreprise,
- protection de tous ouvrages existants, de ses ouvrages neufs et ceux des autres entreprises, par tous moyens, remise en état à neuf en cas de dégâts,
- évacuation des gravats et déchets permanente, à charge de chaque entreprise,
- les prestations visées au chapitre description des ouvrages de chacun des lots,
- et toutes celles qui ne seraient pas expressément décrites dans le présent document, mais qui seraient nécessaires pour une parfaite réalisation des ouvrages et travaux, selon les règles de l'Art, et conformément aux prescriptions des différents documents techniques et normatifs.

L'entreprise étant responsable de ses quantités, elle exécutera les ouvrages conformément aux plans du Maître d'œuvre et techniques le cas échéant, pour un parfait achèvement des ouvrages, tant esthétique que technique, sans prétendre à aucun supplément de prix.

Le soumissionnaire signalera, le cas échéant, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il pourrait relever dans les documents écrits et plans techniques du dossier d'appel d'offre, et demandera les éclaircissements nécessaires avant la remise de son offre.

Une omission n'aura pas pour effet de soustraire l'entrepreneur à l'obligation d'exécution des ouvrages, tels qu'ils sont dessinés ou écrits, le marché étant traité à prix forfaitaire pour un achèvement complet.

De même, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les documents du marché pour prétendre à un supplément de prix.

En tout état de cause, l'offre comprendra tout ce qui est nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, de façon qu'aucune partie ne puisse rester inachevée, à ce sujet, l'entrepreneur de chacun des lots devra prévoir et réaliser toutes les prestations lui incombant y compris toutes celles qui ne seraient pas expressément décrites dans les documents respectifs, mais qui seraient nécessaires pour une parfaite réalisation des ouvrages et travaux, selon les règles de l'Art, et conformément aux prescriptions des différents documents techniques et normatifs.

4.9 Mesures COVID-19

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, chaque entrepreneur doit intégrer, de base dans son offre :
Les préconisations de sécurité sanitaire du guide de recommandations post-Covid qui sera publié par l'OPPBTP

4.10 Parfait Achèvement

L'entreprise étant responsable de ses quantités, elle exécutera les ouvrages conformément aux plans du Maître d'Œuvre et techniques le cas échéant, pour un parfait achèvement des ouvrages, tant esthétique que technique, sans prétendre à aucun supplément de prix.

Le soumissionnaire signalera, le cas échéant, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il pourrait relever dans les documents écrits et plans techniques du dossier d'appel d'offre, et demandera les éclaircissements nécessaires avant la remise de son offre.

En tout état de cause, l'offre comprendra tout ce qui est nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, de façon qu'aucune partie ne puisse rester inachevée, à ce sujet, chaque entrepreneur prévoir et réaliser toutes les prestations lui incombant y compris toutes celles qui ne seraient pas expressément décrites dans les documents respectifs, mais qui seraient nécessaires pour une parfaite réalisation des ouvrages et travaux, selon les règles de l'Art, et conformément aux prescriptions des différents documents techniques et
Il est prévu pour chaque lot un poste 'finitions de parfait achèvement' rappelant à l'entreprise ses obligations en matière de finition des ouvrages ; en cas d'insatisfaction(s) de la part du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre sur un ou plusieurs ouvrages objet de son lot, il pourra être demandé, par le client ou l'architecte, l'intervention d'une entreprise, éventuellement extérieure au chantier, pour procéder aux finitions et carences après simple mise en demeure, les frais seraient alors imputés à l'entreprise défaillante sur le montant de son marché, aucune somme à porter à la ligne, il ne s'agit que d'un rappel pour mémoire.

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

4.11 Accessoires et sujétions de mise en œuvre

4.11.1 Tous accessoires

L'entreprise doit, sauf stipulation contraire, l'ensemble des accessoires nécessaires à la mise en œuvre et à la parfaite finition de ses ouvrages conformément aux plans architecte, et notamment :

Cales, butées,

Fixations mécaniques de tous ordres (chevilles, clous, vis, écrous, boulons, rivets, rondelles, etc.) et de toutes

Fixations chimiques ou adhésives de tous ordres (colles, rubans adhésifs, mortiers, mortiers-colles) et de toutes natures (acrylique, époxy, polyuréthane, ciment, chaux, plâtre, etc.)

Accessoires de finition tels que joints, mastics, mousses, cornières d'arrêt, bandes et profilés d'habillage.

4.11.2 Toutes sujétions de mise en œuvre

L'entreprise doit, sauf stipulation contraire, l'ensemble des sujétions liées à la mise en œuvre de ses ouvrages conformément aux plans architecte, et notamment :

Mise en place des équipements de sécurité,

Tous moyens d'accès et de manutentions,

Réception et vérification de la conformité des supports,

Tous travaux préparatoires des supports tels que, grenailage, sablage, ponçage, balayage, dépoussiérage,

Toutes coupes, découpes, recoupes, sciages, coupages, perçages, façonnages, soudages, pliages, chutes,

Toutes fixations tels que, calages, collages, scellages, chevillages, vissages, boulonnages, rivetages,

Toutes façon de pente, de rampant et de cintrage de ses ouvrages,

Toutes finitions tels que, jointoiements, calfeutrements, réglages,

Toutes protections et balisages,

Nettoyage,

Collecte, tri et mise en décharge des déchets,

Vérification des aplombs, niveaux, jeux, aspects, états de surface et mesures de corrections,

Adaptation aux ouvrages adjacents,

Essais de bon fonctionnement.

CHAPITRE 5 -FIN DE CHANTIER

5.1 Etanchéité à l'air du bâtiment

Pour mémoire : l'étanchéité à l'air conditionne dans une large mesure les performances environnementales d'un bâtiment, en agissant à la fois sur ses performances énergétiques, sur la qualité du confort obtenue (thermique, acoustique et qualité d'air intérieur) et sur la conservation du bâtiment.

5.2 Analyses, essais, vérifications

L'entreprise doit procéder elle-même ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation, ainsi qu'à tous ceux demandés par la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ou par le contrôleur technique. Elle doit pouvoir justifier pour chaque ouvrage de toutes les caractéristiques données dans son marché. L'organisation et le coût de ces contrôles et essais sont à la charge de l'entreprise. Ils ne donnent pas droit à délai supplémentaire dans le planning contractuel de l'entreprise, et leur réalisation ne doit pas perturber le calendrier d'exécution des travaux.

Les contrôles et essais font l'objet de comptes-rendus écrits et détaillés qui sont remis au maître d'œuvre.

En cas de réserve sur les résultats, la maîtrise d'œuvre peut faire appel à des organismes spécialisés pour des contre-essais en laboratoires. En cas de résultat défavorable, l'entreprise supporte alors les frais de ces

CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

PRO/DCE - 28/10/2024

CCTC

5.3 Entretien des ouvrages et réglages pendant la période de parfait achèvement

En fin de chantier, l'entreprise procède à la révision complète de ses ouvrages et exécute tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entreprise donne à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'impose. Durant la période de garantie contractuelle, l'entreprise doit réparer tous les désordres signalés au cours de l'année qui suit la réception des travaux, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux. Tous les frais de raccords, de réfection, de remise en peinture et de nettoyage à la suite de la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sont également à la charge de l'entreprise, y

5.4 Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise doit établir et remettre aux maîtrises d'œuvre et d'ouvrage le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment :

- Les plans conformes à l'exécution des ouvrages (gros-œuvre, charpente, couverture, façade).
- Les plans de récolement de tous les réseaux (cheminement, nature du réseau, matériaux des canalisations, diamètres, regards avec niveaux fils d'eaux et tampon).
- Un tableau de nomenclature des équipements avec désignation de l'équipement, localisation, marque, référence, fabricant et caractéristiques principales.
- Les fiches techniques, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des matériaux et des équipements mis en œuvre.
- Un dossier de sécurité incendie comprenant une liste de l'ensemble des produits et matériaux relatifs à la sécurité incendie avec leur nom et référence, des plans de localisation, les caractéristiques techniques relatives à la sécurité incendie et leurs procès-verbaux d'essai.
- Les procès-verbaux d'essais, de classement, les avis techniques et les documentations techniques de l'ensemble des équipements et des matériaux mis en œuvre.
- Tous les documents complémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise doit remettre 2 exemplaires papier dont 1 reproductible et 1 exemplaire sur support informatique des documents qu'il remet à la maîtrise d'œuvre.

5.5 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

L'entreprise doit la fourniture au coordonnateur SPS l'ensemble des éléments lui permettant l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) et notamment :

- Les schémas d'installation des équipements (schéma électrique, hydraulique...).
- Les notices d'utilisation des équipements de sécurité et des moyens d'accès.
- Les notices d'utilisation et de maintenance des équipements techniques.
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements.
- Tous les documents complémentaires demandés par le coordonnateur SPS.

L'entreprise doit remettre 2 exemplaires papier dont 1 reproductible et 1 exemplaire sur support informatique des documents qu'il remet au coordonnateur SPS.

Fin des Prescriptions Communes.

CC • CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Edition du 28-octobre-24

PRO/DCE
AFFAIRE N°PO128